

REMONTÉE ELECTORALE et rapprochement des travailleurs...

(Suite de la première page)

La crise de la S.F.I.O., manifestée dès la prise du pouvoir de de Gaulle puis par la création du Parti Socialiste Autonome, s'approfondit au sein même du Parti Socialiste et menace de plus en plus l'équipe de direction traître de Guy Mollet. Nous avons insisté à plusieurs reprises sur l'inévitabilité de cette évolution du courant social-démocrate en France, depuis la prise du pouvoir de de Gaulle. Nous avons montré les possibilités qu'elle offrait pour la reconstitution du Front Unique ouvrier dans ce pays et la préparation d'une nouvelle étape du mouvement ouvrier, — d'abord pour sa défense contre les attaques du nouveau régime, la menace d'une fascisation de celui-ci, et ensuite pour la contre-offensive ouvrière.

Assistez **LE 18 MARS**
à la **MUTUALITE**
au meeting du Comité Maurice Audin
contre les tortures en Algérie et en France

La tendance qui commence à se manifester au travers des élections municipales, l'inquiétude qu'elle provoque dans la bourgeoisie en est une première confirmation.

Mais nous ne sommes qu'au début de cette évolution. En face des travailleurs, le pouvoir fort et son aile fasciste ne cessent d'accentuer leur offensive. De durs combats sont à prévoir et rien ne serait plus dangereux, dans l'euphorie d'un succès électoral, que de le masquer à la classe ouvrière.

Pour les militants ouvriers, plusieurs conclusions sont à tirer à la fois de la remontée du P.C.F. (que d'aucuns enterraient prématurément et déclaraient irrévérablement coupé des masses au lendemain du referendum et des élections de novembre 1958) et du début de tendance à l'unité communiste-socialiste pour le second tour :

— Quelle que soit la politique fautive ou traîtresse de leurs organisations traditionnelles et les échecs que cette politique leur a fait subir dans le passé, jusques et y compris la lourde défaite de mai-juin 1958 (aboutissement logique de la longue chaîne qui va de « l'unanimité nationale » de 1944-45 avec ses corollaires du « produire d'abord », de la dissolution des milices et de la « grève, arme des trusts », au vote des pouvoirs spéciaux de 1956), les travailleurs expriment leur mécontentement et, le cas échéant, leur volonté de lutte en faisant appel à ces organisations — et en tout premier lieu le P.C.F. — pour qu'elles expriment ce mécontentement et dirigent cette action. C'est pourquoi c'est dans ces organisations mêmes et surtout dans le P.C.F. que les militants révolutionnaires doivent agir. Agir pour que l'attente des masses ne soit pas déçue une fois de plus, agir pour que s'approfondisse et se renforce un courant d'opposition révolutionnaire apte à prévenir de nouvelles capitulations de ces organisations et de nouveaux échecs de la classe ouvrière.

— Ce courant d'opposition révolutionnaire se renforcera d'autant plus que les militants ouvriers (dans le Parti Communiste Français, le Parti Socialiste, le Parti Socialiste Autonome, l'Union de la Gauche Socialiste, les syndicats) œuvreront avec plus de force à la réalisation du Front Unique Communiste-Socialiste.

La réalisation de ce Front Unique qui va dans le sens des aspirations des masses dès qu'elles veulent exprimer leur opposition ou leur désir de lutte, est la seule voie qui permettra la remontée du mouvement ouvrier en France après la défaite de mai-juin 1958 et préviendra une défaite plus lourde encore peut-être. Et c'est seulement cette action unie des courants communiste et socialiste de la classe ouvrière qui, en assurant la remontée de celle-ci, permettra aux militants ouvriers, contre la trahison de l'équipe Mollet et contre les capitulations opportunistes de la direction Thorez, de faire prévaloir une politique de classe réellement anti-capitaliste seule capable de venir à bout du régime.

— Une troisième conclusion s'impose aussi pour l'immédiat : ce régime capitaliste, ce régime d'oppression colonialiste et d'exploitation ouvrière tient les rênes du pouvoir. Il est très important que les organisations ouvrières aient pu faire échec aux prétentions U.N.R. de s'emparer des municipalités ouvrières. Il est très important qu'après le raz-de-marée gaulliste de septembre-novembre 1958 les masses travailleuses en France aient

marqué un début de ressaisissement et une volonté d'union pour résister aux graves attaques qu'elles subissent. Cependant, le régime gaulliste n'a pas pris le pouvoir sur la base d'une élection démocratique ! Il s'est fait plébisciter après avoir pris en fait le pouvoir sur la base d'un coup d'Etat militaire en Algérie et la capitulation dans la métropole devant celui-ci. Depuis, s'il a enregistré avec satisfaction la désorientation des masses travailleuses en novembre 1958, il s'est bien gardé de dormir sur ses lauriers. Avant toute chose, il a étendu et affermi les pouvoirs de l'armée et de la police ; et Soustelle met solidement en place ses réseaux. Contrairement au crétinisme parlementaire qui sévit chez certains représentants de la classe ouvrière, ni Soustelle ni Neuwirth ne sont des électoralistes : s'ils n'ont pas les mairies, ils sont dans l'Etat, son armée, sa police. De leur insuccès de dimanche dernier ils ne tireront pas la conclusion qu'il faut le rattraper dans d'autres élections, mais qu'il faut prendre et affermir par la force ce qu'ils ne peuvent prétendre avoir par les bulletins de vote. Et ils s'y préparent activement.

En face de cela, les succès électoraux sont des tests intéressants mais non des armes efficaces. Il faut préparer les masses à de plus dures batailles, d'abord pour se défendre, rattraper le terrain perdu, puis avancer à nouveau.

Personne, au cours de cette campagne électorale n'a mis au premier plan le problème le plus brûlant, celui qui rythme toute la vie politique et économique du pays depuis 1954 : la guerre d'Algérie. C'est cette guerre qui a permis la montée au pouvoir de de Gaulle, c'est en son nom que s'effectue l'offensive contre les masses travailleuses, c'est elle qui nourrit la base des fascistes, et elle se poursuit sans rencontrer aucune opposition sérieuse ni de la part des masses travailleuses ni de celle de leurs organisations. Or, la logique de cette guerre menée avec les travailleurs de France enrégimentés contre un peuple qui ne capitulera pas, c'est la fascisation du régime à plus ou moins longue échéance. Aucun frein réel ne sera mis à cette évolution (qui va de toute manière tenter de s'effectuer) sans que les masses travailleuses de ce pays n'agissent pour faire cesser cette guerre.

..

Le vote pro-communiste de dimanche dernier, la tendance à l'union communiste-socialiste qui se dessine sont, répétons-le, l'indice que les masses travailleuses commencent à émerger de leur désorientation des derniers mois et cherchent à sortir de leur difficultés immédiates, surtout économiques. Ces tendances peuvent avoir des conséquences positives dépassant le cadre électoral, et incitant les travailleurs à entamer avec plus de confiance des luttes de défense de leur niveau de vie. Elles peuvent renforcer le courant vers l'unification syndicale, et les militants ouvriers révolutionnaires devront de toutes leurs forces œuvrer dans ce sens.

Mais il faut aussi comprendre que tous ces symptômes positifs inciteront les tenants du régime à frapper plus fort et plus vite. C'est pourquoi il faut mener campagne dans les organisations ouvrières politiques

Le **CERCLE KARL MARX** tiendra le 17 Avril, à 20 h. 30
une conférence sur :

BERLIN ET L'EUROPE

Pour le lieu, s'informer à « La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu.

et syndicales pour une préparation active des masses qui leur font confiance aux batailles qui s'annoncent et ne se mèneront pas avec des bulletins de vote.

Travailler activement à l'extension du Front Unique communiste-socialiste, et à la réalisation de l'unification syndicale ; donner à la résistance des travailleurs des objectifs précis (salaires, défense de la Sécurité sociale, lutte contre le chômage) ; y lier étroitement l'existence de la fin de la guerre en Algérie et la défense des travailleurs algériens en France ; expliquer clairement les tendances à la fascisation du régime et préparer la résistance des masses : c'est une telle politique de classe que les militants ouvriers doivent imposer à leurs organisations, sinon de nouvelles batailles risquent d'être perdues, et durement.

Le vote communiste et socialiste aux élections municipales ne fait que rendre plus grande la responsabilité des organisations ouvrières et celle des militants qui ne veulent pas voir se répéter les tragiques expériences du passé.

Le 11 Mars 1959.